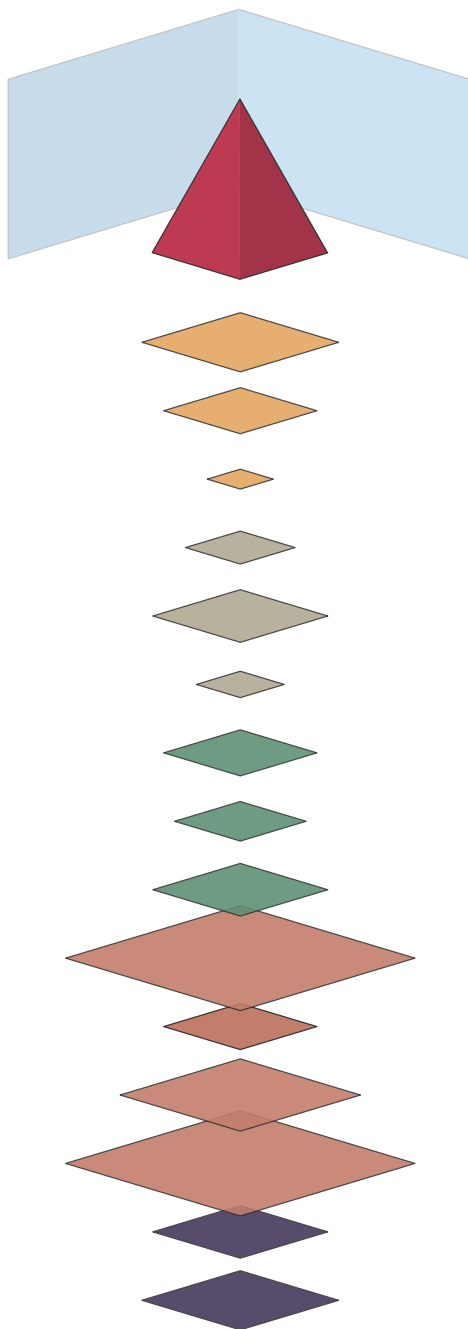




# MAURICE



4,37

## SCORE DE CRIMINALITÉ

138<sup>e</sup> sur 193 pays

45<sup>e</sup> sur 54 pays africains

8<sup>e</sup> sur 13 pays d'Afrique australe



### MARCHÉS CRIMINELS

**4,13**

TRAITE DES PERSONNES **4,50**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **3,50**

RACKET D'EXTORSION ET  
CHANTAGE À LA PROTECTION **1,50**

TRAFIC D'ARMES **2,50**

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON **4,00**

COMMERCE ILLICITE DE BIENS  
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE **2,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **3,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **3,00**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES  
NON RENOUVELABLES **4,00**

COMMERCE D'HÉROÏNE **8,00**

COMMERCE DE COCAÏNE **3,50**

COMMERCE DE CANNABIS **5,50**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **8,00**

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE **4,00**

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE **4,50**



### ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

**4,60**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **2,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **6,50**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **6,00**

ACTEURS ÉTRANGERS **4,50**

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ **4,00**



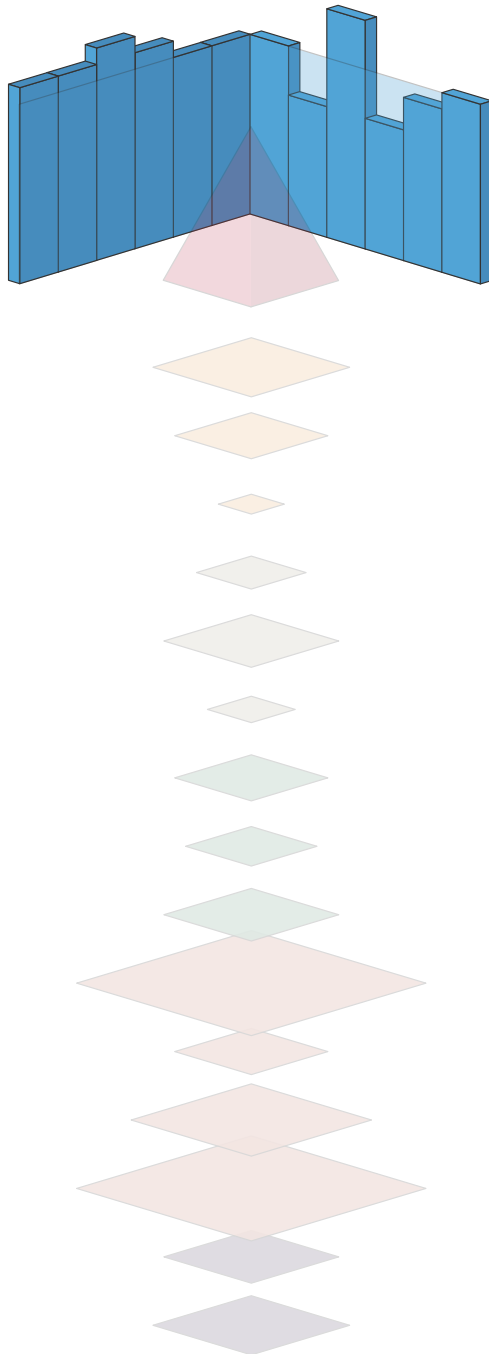
5,54

## SCORE DE RÉSILIENCE





# MAURICE



5,54

## SCORE DE RÉSILIENCE

56<sup>e</sup> sur 193 pays

5<sup>e</sup> sur 54 pays africains

2<sup>e</sup> sur 13 pays d'Afrique australe

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	6,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	6,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	6,50
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	6,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	5,50
FORCES DE L'ORDRE	5,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	5,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	4,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	7,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	4,00
PREVENCIÓN	5,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	5,50



4,37

## SCORE DE CRIMINALITÉ



**MARCHÉS CRIMINELS** 4,13



**ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** 4,60



# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

La traite des personnes est un problème persistant à Maurice, le pays servant de source, de point de transit et de destination pour les victimes de la traite. Les victimes de la traite sont souvent assimilées à tort à des criminels et il existe encore des cas de criminalisation des victimes. Bien que la loi mauricienne interdise le travail forcé, les employeurs et les trafiquants retiennent parfois les passeports des personnes pour les maintenir dans des conditions d'esclavage moderne. Bien que la traite soit très organisée, le nombre de personnes victimes de la traite à Maurice reste relativement faible. Les trafiquants sont des membres de la famille, des pairs, des conjoints et des hommes d'affaires, les filles étant souvent utilisées pour la traite à des fins d'exploitation sexuelle d'enfants. L'industrie textile mauricienne emploie un nombre important de travailleurs étrangers, principalement originaires du Bangladesh, de l'Inde, de Madagascar, du Sri Lanka et du Népal, qui sont vulnérables au travail forcé. L'exploitation est courante, mais peu signalée, et les employeurs ont le droit de déporter les travailleurs qui formulent des plaintes.

Le trafic de travailleurs domestiques, principalement originaires de Madagascar, vers la péninsule arabique via l'île Maurice est un moyen courant de contourner les interdictions de travailleurs dans certains États arabes. Cependant, il y a relativement peu de cas de trafic d'êtres humains dans l'ensemble, car les îles sont difficiles d'entrée par rapport à d'autres pays du continent. Bien que ce phénomène soit connu, la police n'a pas cherché à savoir si Maurice était un pays de transit pour ces travailleurs. Les cas d'extorsion ne sont pas fréquents dans le pays et ces activités criminelles se produisent principalement au niveau individuel.

### COMMERCE

L'île Maurice a une longue tradition de contrôle strict des armes à feu, qui s'est avérée efficace pour limiter l'afflux d'armes illégales dans le pays. Toutefois, des rapports font état de caïds de la drogue et de « videurs » qui utilisent des armes à feu pour se protéger, et ces armes illicites sont souvent introduites en contrebande sur l'île en même temps que des cargaisons de drogues illégales.

Les produits de contrefaçon posent un problème à Maurice, avec une large gamme de produits, y compris les vêtements, la technologie et les produits pharmaceutiques, qui sont contrefaits ou importés illégalement. La demande locale pour des produits à bas prix alimente le marché des produits de contrefaçon. Si les vêtements ont toujours été

les produits de contrefaçon les plus saisis, ces dernières années, ce sont les produits pharmaceutiques qui ont pris le dessus, la majorité des produits de contrefaçon saisis provenant de Chine. La pandémie de COVID-19 a encore plus alimenté le marché illégal des médicaments et des vaccins. À l'heure actuelle, il n'existe aucune preuve substantielle de l'existence d'un vaste marché illicite de biens de consommation soumis à accise à Maurice, des incidents historiques ayant été signalés en ce qui concerne la contrebande de produits du tabac.

### ENVIRONNEMENT

Il est difficile d'évaluer avec précision l'ampleur actuelle de la criminalité liée à la flore à Maurice, mais sa portée semble encore limitée. Si la contrebande et l'abattage illégal d'arbres pour le bois de chauffage sont présents dans le pays, il n'existe pas d'économie criminelle significative autour de la flore. Le bois de santal est toutefois un cas particulier, car son exploitation illégale, son vol et son trafic ont augmenté depuis qu'il a été déclaré espèce protégée et que son exportation a été interdite. En ce qui concerne la criminalité liée à la faune, l'île Maurice est connue pour être un pays de transit pour le trafic de tortues vers d'autres pays. Le pays a interdit le commerce de certaines marchandises, comme l'ivoire et les carapaces de tortues. Les formes traditionnelles de criminalité liée à la faune à Maurice comprennent le trafic d'oiseaux et le trafic de tortues de mer menacées d'extinction. Il existe également une demande en « serin » local en provenance du département français voisin de l'île de la Réunion. La pêche illégale, non déclarée et non réglementée est un problème important en raison de la dépendance du pays à l'égard de la pêche, tant pour l'alimentation que pour l'exportation. Bien qu'il soit interdit de ramasser des concombres de mer ou de capturer des pieuvres en dehors de la saison de pêche, les pêcheurs et la population locale ne respectent souvent pas ces interdictions. L'activité criminelle liée aux ressources non renouvelables est relativement faible à Maurice, avec quelques cas signalés de trafic illégal de pierres précieuses. Maurice est néanmoins connu pour faciliter l'illégalité en garantissant le secret bancaire et l'opacité de la propriété effective des sociétés impliquées dans la contrebande d'or et de diamants dans d'autres juridictions, en particulier l'Inde.

### DROGUES

Le marché de l'héroïne est omniprésent à Maurice. Les trafiquants, principalement originaires d'Afrique du Sud, importent de grandes quantités de cette drogue de Madagascar et la distribuent en utilisant des avions, des bateaux rapides et des navires commerciaux. L'expansion de ce commerce est une préoccupation majeure, car la police

n'aurait pas réussi à stopper à ces activités dans certaines régions et la corruption au sein des forces de l'ordre a été alléguée. Par ailleurs, le marché de la cocaïne à Maurice n'est pas aussi répandu que celui de l'héroïne et elle est principalement consommée par les expatriés et les élites sociales. Le trafic de cocaïne relie les lieux d'importation en Afrique de l'Ouest aux marchés d'Asie de l'Est et du Moyen-Orient par voie maritime, et d'importantes saisies ont lieu tous les quelques mois. Des centaines de kilogrammes de drogues dures sont transportés par avion ou par des vedettes rapides.

La consommation de cannabis a une longue histoire à Maurice et reste illégale, avec des sanctions sévères pour ceux qui arrêtés en train d'en consommer. Toutefois, la pression en faveur de sa légalisation est de plus en plus forte. Les saisies de cannabis concernent principalement des produits cultivés localement, mais il semble qu'il y ait un changement, Maurice devenant un marché d'importation. L'importation de cannabis sur l'axe Maurice-Réunion se poursuit, avec des skippers qui achèteraient du cannabis à l'île voisine de la Réunion ou qui iraient même chercher la drogue à Madagascar. La consommation de drogues de synthèse à Maurice est également un problème croissant, en partie à cause de leur faible prix, en particulier parmi les groupes à faibles revenus et de la classe moyenne. Ces drogues sont principalement trafiquées vers le pays et produites localement pour augmenter les profits. Des rapports font état de l'utilisation d'ingrédients toxiques par les producteurs locaux, ce qui accroît les risques pour la santé des consommateurs. Les méthamphétamines sont une alternative moins chère à l'héroïne et une augmentation de leur consommation a été observée à Maurice. L'utilisation de cannabis de synthèse est également une préoccupation croissante.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Malgré le succès de Maurice dans la lutte contre la cybercriminalité, on observe une recrudescence de la criminalité cyberdépendante, les pirates devenant plus audacieux et les entreprises plus complaisantes. Les types de cybercriminalité les plus courants sont les logiciels malveillants et les menaces contre les infrastructures, ces incidents ayant augmenté pendant la crise de COVID-19 en raison de la numérisation accrue du pays. Récemment, des attaques par déni de service distribué ont été signalées sur les réseaux de télécommunications, ainsi que des cas de piratage et de cyber-espionnage, le gouvernement et les grandes entreprises étant les principales cibles.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Maurice n'est pas à l'abri de diverses formes de criminalité financière, notamment les fraudes aux avances de frais, aux garanties bancaires et aux chèques, l'hameçonnage, les fraudes aux virements bancaires, l'usurpation d'identité, les

fraudes à la loterie, les pyramides de Ponzi, les escroqueries sur les réseaux sociaux et les délits cyber-facilités. L'île est également considérée depuis longtemps comme un paradis fiscal par la communauté internationale, bien qu'elle ait modifié sa législation fiscale et répondu à la pression internationale en faveur d'un examen plus approfondi de ses centres offshore. À l'heure actuelle, Maurice ne figure plus sur les listes de juridictions non conformes d'aucun organisme de surveillance international. Toutefois, des cas de détournement de fonds, de fraude aux marchés publics et de corruption se produisent encore sur l'île, et des cas de corruption et de fraude liés à des hauts fonctionnaires ont été de plus en plus souvent signalés à Maurice.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Des réseaux criminels composés essentiellement de nationaux coordonnent l'importation de substances illicites et d'autres marchandises en provenance d'Afrique du Sud, d'Afrique de l'Est et de Madagascar. Le cannabis produit localement serait sous le contrôle d'acteurs locaux, et un nombre croissant de réseaux criminels impliqués dans le trafic d'autres drogues s'appuient sur la structure du marché de la drogue construite à l'origine autour de l'héroïne. L'émergence des drogues de synthèse a entraîné une démocratisation du trafic de drogue, qui repose moins sur des relations de longue date avec des fournisseurs étrangers. Des réseaux criminels sont également liés à l'industrie des courses hippiques à Maurice, impliqués dans le trucage de courses, le blanchiment d'argent et les paris illégaux. La présence d'acteurs criminels étrangers à Maurice est limitée, mais ils sont particulièrement impliqués dans le trafic de drogue, notamment des ressortissants d'Afrique de l'Ouest, d'Inde et du Bangladesh. Certains sont soupçonnés de négocier directement avec les gangs locaux pour leur fournir de la drogue, principalement de l'héroïne.

En ce qui concerne les acteurs intégrés à l'État, il est allégué qu'ils sont impliqués dans le trafic de drogue et le détournement de fonds publics au cours de la pandémie de COVID-19. Il existe également des soupçons de corruption à différents niveaux du gouvernement, certains conseils étant soupçonnés d'aider les caïds à blanchir leur argent. Dans le secteur privé mauricien, l'implication dans la criminalité organisée se limite à faciliter les flux financiers illicites sur l'île, provenant principalement du trafic de drogue. Ces acteurs profitent des lacunes de la réglementation financière du pays, qui est considéré comme une juridiction offshore, et établissent des filiales pour permettre la fraude fiscale. Les secteurs les plus vulnérables à cette criminalité sont les jeux d'argent, l'immobilier et la bijouterie. Bien qu'il existe à Maurice des gangs locaux qui ressemblent à des groupes de type mafieux, leur niveau d'influence et d'organisation reste faible.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Maurice est considéré comme une démocratie à part entière et obtient de bons résultats en termes de gouvernance, en partie en raison de sa faible population. Le gouvernement a pris des mesures proactives pour lutter contre sa réputation de paradis fiscal et a renforcé son cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et les crimes financiers en réponse à la pression internationale. Il s'est également engagé à lutter contre la cybercriminalité et à faire de la cybersécurité une priorité essentielle. Malgré les allégations que l'argent de la drogue a infiltré le système politique, il existe peu de preuves de l'implication directe de politiciens dans le commerce de drogue. Bien que Maurice ait fait des progrès dans la lutte contre la corruption ces dernières années, la législation suggère que le gouvernement pourrait s'éloigner de la promotion de la transparence et de la responsabilité. Le gouvernement a été critiqué pour l'opacité de ses procédures de recrutement qui pourraient être affectées par le népotisme et le clientélisme. Bien que les médias soient influencés par les politiciens et les hommes d'affaires, Maurice reste considéré comme un pays exemplaire sur le continent africain en termes de respect des droits de l'homme. Des niveaux modérés de corruption existent, mais Maurice continue d'être un exemple en termes de transparence dans la région.

Maurice a ratifié de nombreux traités internationaux relatifs à la criminalité organisée et a adopté des lois exhaustives lui permettant de prendre un large éventail de mesures à la demande d'un État étranger. Le pays a établi des normes et des systèmes de coopération internationale, y compris des traités d'extradition avec différents pays de la région et du monde. Maurice entretient des relations étroites avec l'Inde, qui lui a prêté d'importantes sommes d'argent pour des projets d'infrastructure et avec laquelle elle partage formations militaires et renseignements. Le cadre juridique mauricien est conçu pour lutter contre les activités criminelles organisées telles que la traite des personnes, les infractions liées à la drogue, le terrorisme, la cybercriminalité, le trafic d'êtres humains, le trafic de biens culturels et de produits médicaux falsifiés. Toutefois, certains domaines doivent être abordés, tels que le blanchiment d'argent, le trafic d'armes à feu, la contrefaçon, la corruption, la piraterie et la criminalité maritime, les crimes qui affectent l'environnement et la participation à des groupes criminels organisés. Le pays dispose d'une loi contre la traite des personnes, mais elle présente des faiblesses notables, telles que les restrictions à la liberté de mouvement des victimes et les longs délais nécessaires pour mener à bien une action civile. Ces dernières années, Maurice a pris des mesures pour améliorer son cadre juridique afin de lutter contre la cybercriminalité et est considéré comme l'un des pays d'Afrique les plus résilients en la matière.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire mauricien est largement considéré comme indépendant et a poursuivi avec succès des affaires de trafic de drogue et de traite de personnes. Toutefois, dans certains cas, les personnes accusées de trafic de drogue étaient en fait des victimes de l'exploitation, et les victimes de la traite des personnes n'ont pas été considérées comme telles. En outre, les conditions de vie dans les prisons et les centres de détention de Maurice ne sont pas toujours conformes aux normes internationales, l'hygiène étant un sujet de préoccupation. Le pays dispose de plusieurs unités spécialisées au sein du département de la police ; cependant, le département des enquêtes criminelles est perçu comme une force de « police politique » qui répond rapidement aux allégations faites à l'encontre du premier ministre ou de sa famille. Malgré l'existence d'unités spécialisées, la lutte contre le trafic de drogue est considérée comme largement cosmétique en raison de la corruption généralisée et de l'inefficacité des organes chargés de l'application de la loi. Bien que le gouvernement ait fait des efforts pour lutter contre la traite des personnes, la coordination entre les autorités reste inefficace. Ces dernières années, des rapports ont fait état de passages à tabac et d'actes de torture perpétrés par des agents des forces de l'ordre, mettant en lumière le problème des brutalités policières dans le pays.

Les forces de l'ordre à Maurice sont bien soutenues par les gouvernements étrangers, en particulier l'Inde, pour renforcer la sécurité maritime. Toutefois, Maurice est confronté à des difficultés pour contrôler son vaste littoral et ses ports, la contrebande de stupéfiants étant une préoccupation majeure. La géographie du pays, avec sa position insulaire et sa proximité avec les principaux itinéraires du trafic de drogue, en fait un lieu propice à la contrebande de marchandises illicites en général. Le manque de connaissances préalables de la mer chez de nombreuses recrues des services de garde-côtes et l'implication présumée de pêcheurs locaux dans le transport de la drogue exacerbent ce problème. Maurice est également impliqué dans un conflit territorial avec les Maldives au sujet d'une zone économique exclusive près des Chagos.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Maurice a apporté des modifications importantes à sa législation et à sa réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, dans le but de prévenir les abus financiers. Le pays a mis en place des politiques efficaces, telles que des examens réguliers et un cadre strict d'octroi de licences, afin de donner effet aux dispositions énoncées dans le cadre juridique sur les services financiers et le

blanchiment d'argent. Bien que la Commission européenne ait précédemment inscrit Maurice sur sa liste noire en raison de son manque de contrôle sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le pays a été retiré de la liste des pays tiers à haut risque de l'Union européenne et de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) en raison de la volonté politique et des efforts du gouvernement pour se conformer aux normes internationales. Toutefois, des inquiétudes subsistent quant à l'utilisation de l'île par certaines sociétés financières pour bénéficier d'accords de double imposition. Malgré les efforts déployés par Maurice pour favoriser la transparence de la propriété effective des personnes morales, certaines entreprises internationales pourraient ne pas être dissuadées de commettre des délits financiers par les amendes maximales prévues par la réglementation, qui sont jugées trop faibles.

L'économie mauricienne est considérée comme l'une des plus fortes d'Afrique et est réputée pour son environnement favorable aux entrepreneurs. En raison de son statut comme porte d'entrée pour la fraude fiscale, le pays a réagi à la pression internationale en procédant à des réformes fiscales. L'engagement du gouvernement à améliorer ses pratiques juridiques, réglementaires et d'application de la loi pour lutter contre les délits financiers a permis de réduire les incitations à l'activité criminelle. Dans l'ensemble, Maurice a fait des efforts notables pour améliorer son environnement réglementaire économique.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Bien que des efforts aient été faits à Maurice pour soutenir les victimes de certaines formes de criminalité organisée, telles que la traite des personnes et l'usage abusif de drogues, grâce aux services fournis par le gouvernement et les ONG, il reste encore beaucoup à faire lorsqu'il s'agit d'identifier les victimes de la traite et de leur fournir des soins adéquats. L'absence de politique de prise en charge des victimes adultes de la traite a conduit à une assistance ad hoc et à un manque d'approches centrées sur les victimes. En outre, il n'existe pas de programmes de protection des témoins. Maurice dispose d'un système national facile à utiliser de signalement de la cybercriminalité, mais les ressources sont limitées et n'ont pas été augmentées pour couvrir d'autres formes de criminalité. Le gouvernement a fait des efforts pour prévenir la traite des personnes, mais la confusion persiste parmi les institutions quant à la répartition des rôles dans la lutte contre ce crime, en particulier en ce qui concerne la traite à des fins d'exploitation sexuelle d'adultes. En ce qui concerne le trafic d'êtres humains, les autorités mauriciennes ont officiellement ouvert un centre de ressources pour les migrants afin de lutter contre l'esclavage moderne et de promouvoir des conditions de travail décentes pour les ressortissants étrangers dans les usines de confection.

Maurice est connu pour son grand respect des droits de l'homme et de la démocratie, mais la liberté de la presse s'est

légèrement détériorée ces dernières années. Les médias sont fortement polarisés et influencés par les politiciens et les hommes d'affaires qui les financent et les promeuvent. La radiodiffusion nationale et les médias progouvernementaux sont souvent coupables de propagande, et la loi ne protège pas les journalistes, qui peuvent être condamnés à des peines de prison pour trouble à l'ordre public. La société civile est robuste et soutenue par le gouvernement, mais les récentes mesures de répression des manifestations ont suscité des inquiétudes quant à son engagement en faveur de la liberté d'expression.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*